

Secrétariat général  
pour l'administrationNord-Ouest  
Rennes**SERVICE INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE NORD-OUEST****MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES  
MARCHE A PROCEDURE FORMALISEE**

(Art. L2124-2 du code de la commande publique)

**OBJET DU MARCHE**

Marché n°25PRNS039  
BRUZ – 35 – Quartier WILTZ – Scorpion 2  
**Levé topographique & relevé des réseaux**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)****PERSONNE PUBLIQUE**

ETAT – MINISTERE DES ARMEES  
Service Infrastructure de la Défense Nord-Ouest  
Quartier Margueritte – BP14 – 35998 RENNES cedex 9

**CONDUITE DES OPERATIONS**

Service Infrastructure de la Défense Nord-Ouest  
Sous-Direction Investissement – Bureau de Conduite des Opérations de RENNES  
Quartier Margueritte – BP14 – 35998 RENNES cedex 9

## Cahier des Clauses Techniques particulières

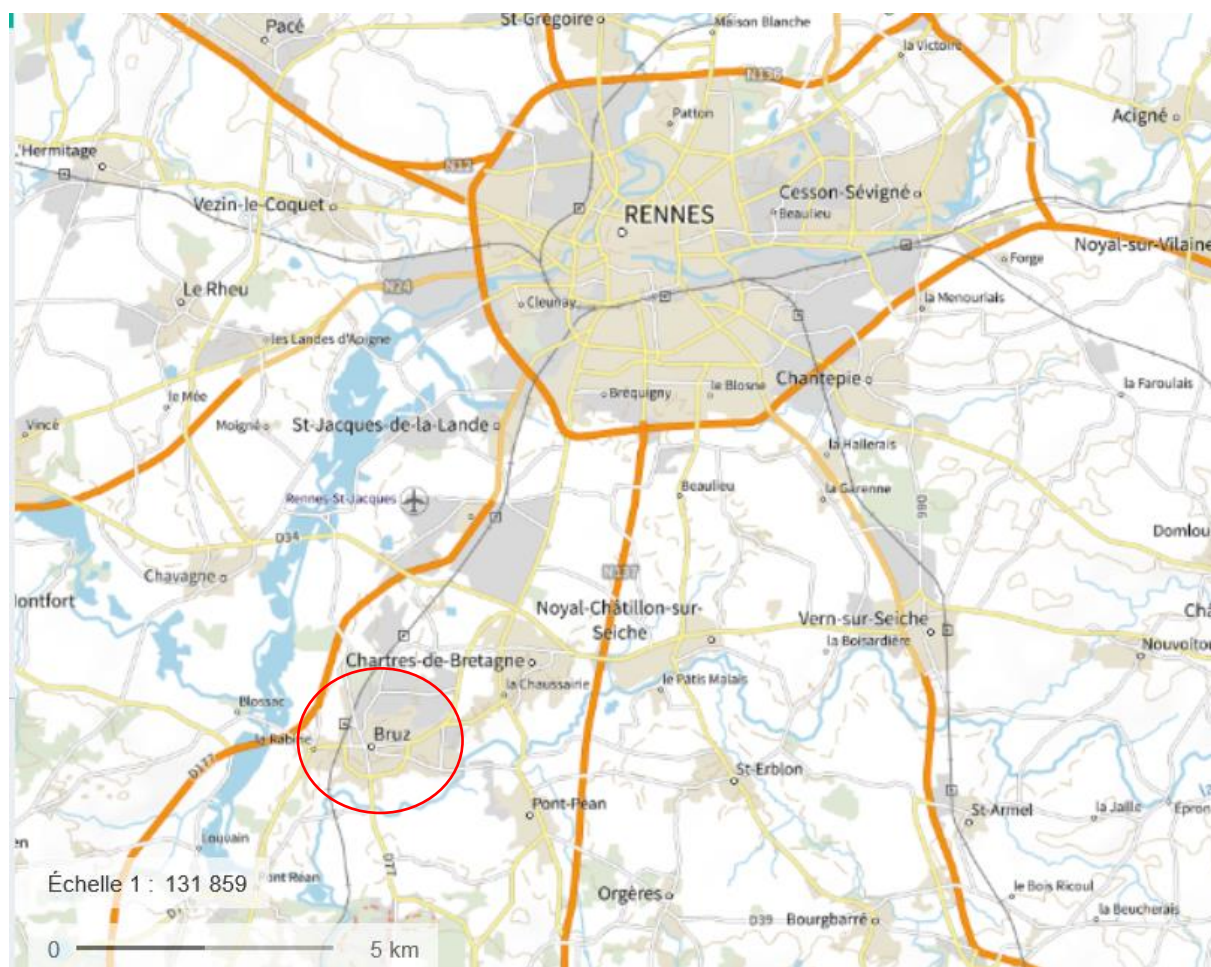
### 1. Présentation de l'opération :

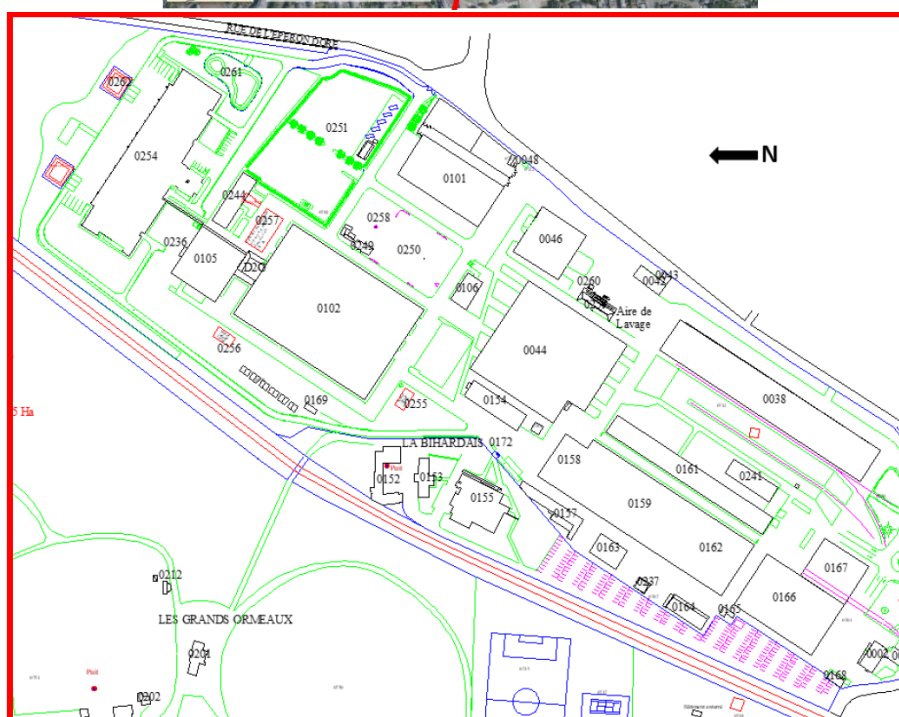
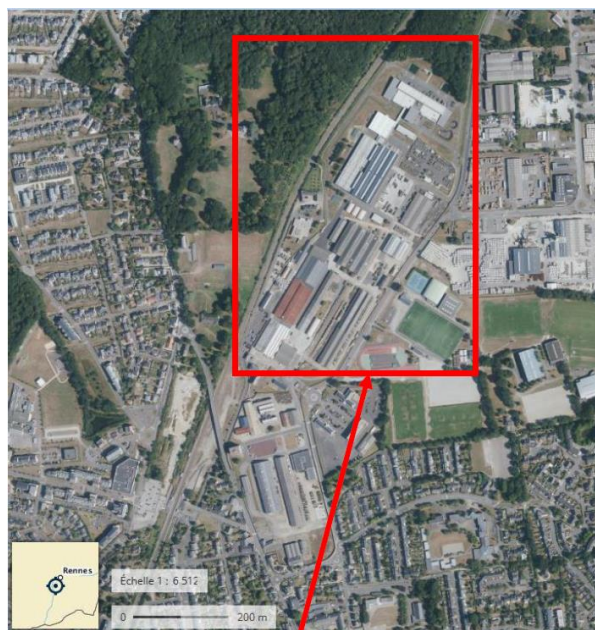
#### **Contexte :**

Le quartier Wiltz doit intégrer de nouvelles infrastructures et réaménager certaines zones.

#### **Localisation :**

Le projet se situe dans la ville de BRUZ (35) , au sein du quartier WILTZ.

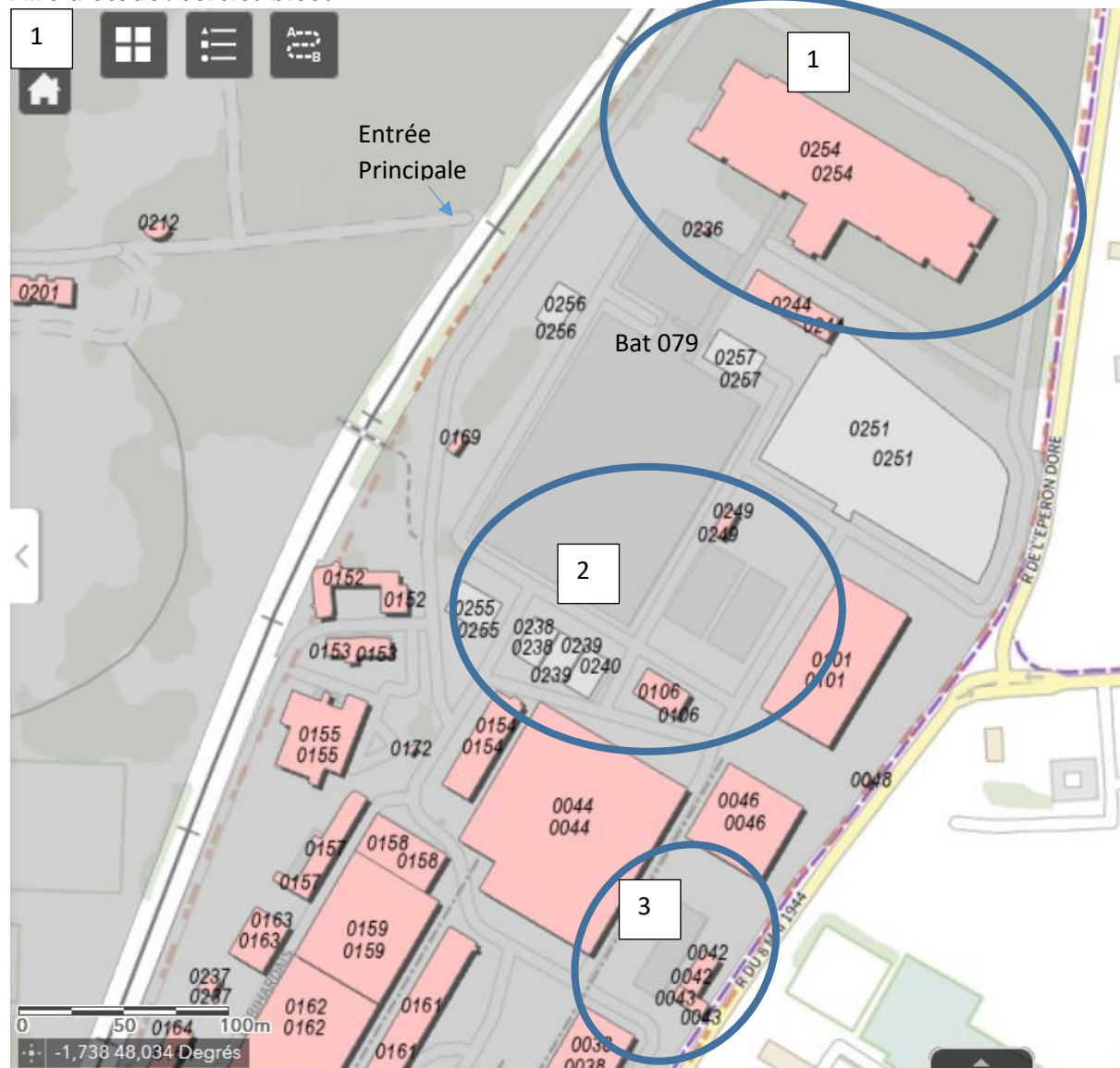




## **2. Objet du Marché:**

Le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) a pour objet une mission de levé topographique de la zone délimitée sur le plan ci-après, ainsi que de relevé des réseaux dans les zones définies. Le prestataire établit un plan constatant les dimensions et la position réelle des constructions et des éléments.

**Aire d'étude : cercles bleus**





Zone 1



Zone 2 :



Zone 3:**Description de la prestation :**

Le **levé des trois zones** repertoriées zone 1, zone 2, zone 3 .

Le **relevé des réseaux** vise à établir un plan des réseaux aériens et sous-terrain de la zone d'étude afin de pouvoir les identifier, en déterminer la position réelle et le tracé en 3 dimensions. Il conviendra également de les décrire (nature des ouvrages, regards, chambres de tirage, fourreaux, diamètre et nature des canalisations, points singuliers ...)

Les réseaux susceptibles d'être rencontrés sont de natures diverses: BT, HT, AEP, assainissement, gaz ...

Un plan des réseaux connus sera transmis à l'entreprise titulaire, il lui appartiendra d'en vérifier les informations et de les compléter et/ou corriger dès que nécessaire.

**Livrable :**

La prestation comprendra la fourniture de fichiers informatiques au format DGN et DWG et des exemplaires papiers en deux exemplaires en format A0.

**Contacts :**

Le titulaire peut à tout moment prendre contact avec les différents acteurs de la maîtrise d'ouvrage et les parties prenantes afin d'obtenir tous les renseignements ou précisions nécessaires à la réalisation de sa mission. Il convient d'en rendre compte obligatoirement au conducteur d'opération (CO) par courriel ou téléphone dans un premier temps, puis par l'envoi d'un courrier officiel qui sera archivé.

Le CO, interlocuteur du titulaire sera :

<b>Mme. Padilla</b>
Conducteur d'Opérations Service d'infrastructure de la Défense Nord-Ouest Sous-direction Investissement Bureau de Conduite d'Opérations de RENNES Quartier Margueritte BP14 35998 RENNES cedex 9
Tél : 0223352434/ 06 27 81 96 41
Courriel : ines.padilla@intradef.gouv.fr

Avant tout début de la prestation, un plan de prévention sera établi avec le chargé de prévention du site pour définir et arrêter les conditions d'intervention.

**3. Modalités particulières d'exécution :**

La société sera tenue pour responsable de tous les dommages matériels ou corporels résultant de la préparation et de l'exécution de ses travaux.

***Inspection du travail compétente :***

Il est précisé que l'Inspection du Travail dans les Armées est compétente pour la surveillance et le contrôle des entreprises en matière de sécurité, de santé et des conditions de travail.

Adresse:

Inspection du travail dans les armées  
60 boulevard du Général Martial Valin  
CS 21 623 - PC 066  
75 509 PARIS cedex 15

***Protection de la santé :***

Le présent titulaire est responsable d'exécuter ses travaux dans le respect :

- de la réglementation civile en vigueur pour tout chantier de travaux publics ;
- de l'Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense;
- du contenu du plan de prévention rédigé par le chargé de prévention local préalablement à toute intervention.

Le règlement complet d'accès au Quartier militaire concerné sera donné au présent titulaire dans le cadre de l'élaboration préalable de ce plan de prévention.



Tout manquement ou non-respect de l'une des dispositions citées en supra entraînera une suppression immédiate de l'autorisation d'accès du ou des contrevenants. Le présent titulaire en assurera alors pleinement les conséquences. »

Le titulaire s'engage à faire effectuer les prestations par du personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante.

***Accidents du travail :***

Le titulaire s'engage à saisir immédiatement le représentant du pouvoir adjudicateur de tout accident survenant à l'un de ses agents dans le cadre du présent marché.

***Horaires d'accès au site :***

L'accès au site n'est autorisé que pendant les créneaux suivants :

- Du lundi au jeudi : 7h30 – 12H00 et 12h45 -16h30
- Le vendredi : 7h30 – 11h30

Lorsqu'une entreprise veut appliquer des heures d'embauchée et de débauchée différentes, il lui appartient d'établir une demande de dérogation réglementaire à l'horaire normal de travail. Toute demande de dérogation pour intervenir en dehors des horaires ci-dessus devra être adressée au maître d'ouvrage au-moins 1 semaine à l'avance.

**4. Mesures de sécurité intéressant la Défense :**

Les personnels de l'entreprise amenés à travailler sur cette mission et/ou à se rendre sur site doivent disposer d'un CPR valide.

A titre indicatif et prévisionnel, le délai nécessaire pour la validation des enquêtes administratives est d'environ 8 semaines. Le titulaire tiendra compte de ce délai dès la notification du marché et pour toute mise à jour de la liste nominative du personnel qui réalise les prestations.